

"All Human, All Equal! The Turkish Government should remember this without delay and immediately stop committing crimes against humanity!"

Peaceful Actions Platform, 10 décembre 2021

Journées des droits de l'homme

Il y a 73 ans aujourd'hui, les États membres des Nations Unies se sont réunis pour adopter la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette étape a réuni le monde après la plus grande tragédie de l'histoire de l'humanité.

La Déclaration universelle, qui marque une étape importante dans la façon dont les pays créent une structure viable et réaliste des droits de l'homme, a bien sûr eu un impact positif sur nos sociétés : Depuis, nous avons fait un long chemin vers les droits de l'homme.

Sans aucun doute, le nombre de personnes vivant dans des conditions favorables en termes de droits de l'homme est aujourd'hui plus élevé que jamais dans l'histoire de l'humanité. Bien que cela puisse être une source d'optimisme, les luttes contre les violations des droits de l'homme, la démocratisation et le rétrécissement de l'espace de la société civile se poursuivent toujours dans le monde ; Attaques violentes, disparitions forcées et répressions contre la liberté d'expression et la sphère civile se multiplient de jour en jour à travers des systèmes punitifs.

À l'occasion de la Journée des droits de l'homme, nous, en tant que parties prenantes de la Plateforme Peaceful Actions, en tant qu'organisations non gouvernementales et défenseurs des droits de l'homme, voudrions annoncer une fois de plus que notre lutte pour la dignité humaine, l'égalité, la justice, la paix et la démocratie se poursuit et se poursuivra. Chaque être humain naît libre et égal. Cette vérité incontestable doit être embrassée par nous tous dans un esprit de solidarité.

Les gouvernements AKP en Turquie ont très rapidement déstabilisé l'État de droit et l'indépendance judiciaire lors des manifestations du parc Gezi en 2013 et avec leur réponse antidémocratique à la menace du procès pour corruption de hauts fonctionnaires de l'État en décembre 2013. Au-delà de la recherche d'un pouvoir légitime, le gouvernement turc a commencé à commettre des crimes de haine et a poursuivi une politique de marginalisation systématique de certains groupes et de polarisation de la société.

Après les événements du 15 juillet, le gouvernement a presque transformé ce crime de haine en action, et il applique la torture systématique et organisée, en particulier contre ceux qui sont perçus comme affiliés ou soutenant le mouvement Gülen et le peuple kurde.

La torture et les mauvais traitements sont devenus monnaie courante dans la Turquie d'aujourd'hui, dans les lieux de détention officiels et officieux, dans les rues, dans les prisons et presque partout. Systématiquement, les enlèvements forcés tant nationaux qu'étrangers par le renseignement de l'Etat, le MIT, les opposants au gouvernement sont devenus une habitude de l'État.

**#AllHumanAllEqual
Statement on
Human Rights Day 2021**

**Peaceful
Actions
Platform**

"All Human, All Equal! The Turkish Government should remember this without delay and immediately stop committing crimes against humanity!"

Le gouvernement tente de semer la peur et la terreur chez chaque individu qui ne s'y conforme pas en l'accusant de terrorisme. En tant que Plateforme Peaceful Actions, nous, défenseurs des droits humains, continuerons à nous battre en toutes circonstances, croyant au caractère sacré du droit à la vie, quelles que soient la langue, la religion, la race, la nationalité, le sexe, les différences ethniques et culturelles. Nous soulignons que ces pratiques, qui portent atteinte à la vie humaine et au tissu humain de la structure sociale, et constituent des crimes contre l'humanité, doivent être immédiatement réprimées par les autorités.

L'État et le pouvoir doivent se rappeler que nous sommes tous humains et égaux, et doivent cesser immédiatement de commettre des crimes contre l'humanité.

Il existe de nombreuses catégories différentes et catégoriques telles que l'augmentation de la discrimination contre certains groupes, la torture et les mauvais traitements, l'ingérence dans le droit de réunion et de manifestation, la liberté de pensée et d'expression, la liberté de la presse, l'inviolabilité du logement, la violation des droits de propriété, la violence contre les femmes et les enfants, et la perte des droits économiques et sociaux augmentent de jour en jour.

Le gouvernement devrait immédiatement cesser de cibler ceux qui critiquent leurs politiques et qui défendent les droits humains fondamentaux, et mettre fin à la pratique consistant à les considérer comme des ennemis en commettant des crimes haineux. Le fait qu'au moins 1 million 576 000 566 personnes aient fait l'objet d'enquêtes pour des crimes dits terroristes en République de Turquie en est la preuve la plus concrète.

Les pressions et la censure à l'égard de la presse ont atteint leur paroxysme jusqu'à ce que le journal, la télévision et la radio soient fermés et que le droit du public à recevoir des nouvelles lui soit retiré. À la suite de la saisie des cartes de presse des journalistes, de l'arrestation et de la privation des journalistes, il est devenu presque impossible pour les individus de recevoir des informations et pour le public d'accéder à l'information. Le journalisme ne constitue pas un crime. Mais le journalisme objectif est considéré par le pouvoir comme équivalent à la « terreur ».

En tant que Plateforme Peaceful Actions, nous nous engageons une fois de plus à poursuivre notre lutte pour mettre fin aux graves violations des droits de l'homme en Turquie qui constituent un crime contre l'humanité.

Nous sommes tous humains, nous sommes tous égaux !

**#AllHumanAllEqual
Statement on
Human Rights Day 2021**

**Peaceful
Actions
Platform**